

28 août 1990 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision norvégienne, le 28 août 1990, sur le conflit irakien, le nationalisme et la construction de l'Europe.

QUESTION.- Est-ce que la crise du Golfe est dans l'impasse maintenant ? Est-ce qu'il n'y a pas un processus de paix possible ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas une impasse. Tout ce qui sera fait pour sauvegarder la paix sera bien et la mission de M. Perez de Cuellar va dans ce sens. Mais aujourd'hui on peut craindre que les dés ne soient déjà jetés, enfin ils roulent encore sur la table. Ils peuvent s'arrêter d'ici peu et du mauvais côté. J'ai dit en France que je pensais que nous étions entrés dans une logique de guerre. On peut en sortir. Il faut se dépêcher et de toute manière on ne peut pas sortir de cette situation autrement qu'en revenant au droit et au respect du droit international. Vous voyez que nous en sommes loin.\

QUESTION.- Quel rôle est-ce que vous voyez pour la France dans cette crise ? LE PRESIDENT.- La France est un des pays qui se sont mis au service des Nations unies pour mettre en oeuvre la politique que les Nations unies ont définie. Nous sommes membres permanents du Conseil de Sécurité et à cet égard notre responsabilité est particulière. Donc, nous avons mis nos forces aéronavales à la disposition de l'embargo et nous avons même disposé de quelques éléments terrestres qui viendront au service des pays voisins de l'Irak et au Koweït afin de parer à toute éventualité.

- QUESTION.- Donc, selon vous il n'y a pas de dialogue possible si l'Irak ne se retire pas du Koweït ?

- LE PRESIDENT.- Il y a une condition de base, c'est celle-là indépendamment de bien d'autres questions qui se posent et le respect du droit international ne suppose pas de faiblesse sur ce point.

- QUESTION.- Est-ce que vous voyez une révolution dans un pays arabe comme une possibilité de cette crise ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas faire de pronostic. Ce qui est certain, c'est qu'il est très important de veiller à ce que le partage des richesses soit plus égal là comme ailleurs.\

QUESTION.- Monsieur le Président parlons un peu de l'Europe. Le nationalisme a été ravagé pendant des siècles, est-ce que vous croyez que le nationalisme en Europe maintenant est sur la retraite pour ainsi dire ?

- LE PRESIDENT.- En Europe occidentale, sans aucun doute. La construction de la Communauté européenne et les bons rapports entretenus par la Communauté européenne avec les pays de libre échange font que nous nous sommes habitués à échanger, à discuter nos intérêts en commun et à travailler ensemble. Au sein de la Communauté des Douze nous avons mis en commun l'essentiel puisque nous avons même décidé qu'il n'y aurait plus qu'un seul marché et la fin de toute frontière d'ici le 1er janvier 1993 tandis que nous allons commencer en fin d'année 1990 à discuter, au cours de ce que l'on appelle une conférence inter-gouvernementale d'une part, de la création de l'Europe monétaire, autour d'une monnaie et d'une banque et l'Europe politique autour de définitions diplomatiques communes. C'est donc une direction que nous avons prise qui engage aujourd'hui 340 millions d'Européens et qui marque bien la fin de l'exacerbation nationaliste.

- Pour ce qui est de l'Europe dite de l'Est, enfin centrale et orientale, on assiste au contraire et pour de bonnes raisons à une explosion nationale où s'affirment beaucoup de peuples hier opprimés qui vivaient sous tutelle ou qui avaient été - provisoirement sans doute - mais enfin effacés de la carte. Pour l'instant, nous assistons à une sorte de mouvement en avant, une sorte de respiration forte, d'enthousiasme pour l'affirmation de soi-même. Est-ce que c'est du nationalisme, le terme prendrait un sens péjoratif ? De toute manière il était nécessaire que ces pays puissent passer par cette phase après avoir été pendant si longtemps étouffés. Alors, le problème est de savoir si les nationalismes locaux ne vont pas prendre le dessus et cela je ne pourrais répondre que si vous m'interrogez dans quelques temps.

- QUESTION.- Est-ce que vous voyez que le nationalisme est la base de la haine en Europe et vous pouvez maintenant voir la fin de cette haine ?

- LE PRESIDENT.- Je pense qu'il a existé une haine entre beaucoup de pays d'Europe occidentale. Chaque pays a eu successivement plusieurs ennemis héréditaires et les enfants étaient élevés dans un sentiment de concurrence qui ressemblait souvent à de la haine. Plusieurs guerres ont été barbares mais vraiment on peut dire que ces temps s'éloignent de nous donc le nationalisme recule et la haine entre Européens de l'Ouest et quand je dis de l'Ouest je ne parle pas que de la Communauté. Cette haine maintenant ne domine plus les rapports humains et il y a quand même beaucoup d'autres motifs de haine dans le monde, il n'y a pas que le nationalisme. Nous pourrions, si vous voulez, poursuivre notre conversation. L'Europe n'est plus coupée en deux, les idéologies concurrentes avec tous leurs cortèges économiques, psychologiques, politiques, culturels qui opposaient deux blocs indiscutablement instigateurs de haine, tout cela a disparu aussi en 1989. Donc je crois que nous entrons dans une phase où l'on peut vraiment penser à une Europe, qui aura définitivement dominé les causes de la haine, qui ont fait sa ruine et qui ont fait que ce continent est passé sous la tutelle de puissants empires.\

QUESTION.- Vous venez de parler des ennemis héréditaires mais comme Président de la France vous n'avez pas peur de l'Allemagne unie ?

- LE PRESIDENT.- Non. D'abord c'est l'Allemagne. L'Allemagne a été coupée en morceaux entre deux Etats. Parce que telle était la loi des vainqueurs en 1945. D'ailleurs ces Etats ont épousé les contours de la situation militaire du moment. Cela ne correspondait à aucune autre réalité. C'est quand même dans la nature des choses, dans la logique de l'histoire que ces deux Etats se retrouvent au sein de la même Nation. Alors on ne va pas le regretter, déplorer et craindre. Vous savez, la France est habituée depuis longtemps à ce voisinage, cela fait mille ans. Et même quand nous avons une situation plus difficile que celle d'aujourd'hui - car la situation de la France est une bonne situation - nous ne vivions pas dans la crainte. J'ajoute que nous avons bâti avec l'Allemagne fédérale et il n'y a pas de raison qu'on n'en fasse pas autant avec l'Allemagne unifiée, toute une série d'accords, de traités de toutes sortes. Nous avons pris des habitudes. Nous travaillons beaucoup ensemble, même sur le plan militaire. Et de ce fait, il s'est créé un climat de confiance et d'amitié. Quant à la France, elle a aussi à prendre conscience d'elle-même, de sa force, de sa capacité qui sont grandes. Et nous abordons cette phase disons compétitive sur le plan commercial, économique, de toutes sortes, avec optimisme. Je ne m'inquiète donc pas de l'unité allemande.\

QUESTION.- Alors beaucoup d'aide va être versée vers les pays de l'Est pour ainsi dire, est-ce que cela ne risque pas de se faire aux dépens des pays du Sud ?

- LE PRESIDENT.- On l'a craint. Mais les accords de Lomé, signés l'année dernière entre les pays de la Communauté et de très nombreux pays africains, du Pacifique et des Antilles ont démontré le contraire. Les 12 milliards d'écus, ou de dollars prévus représentent une somme globale d'aide supérieure à ce qu'attendaient les pays du Sud qui ont été en somme étonnés dans le bon sens. Alors que déjà se proposaient à nous les nouvelles perspectives européennes, c'est-à-dire l'aide nécessaire aux pays de l'Est. On peut dire : est-ce que cela durera longtemps ? Ce que je peux dire moi, en réponse, c'est qu'à la première occasion, la Communauté européenne a montré sa solidarité et a même accru son aide. Nous sommes un certain nombre, j'en suis, qui pensent que c'est un devoir fondamental pour les pays dits riches que de veiller à mettre un terme au sous-

développement et à réduire le fossé entre les pays pauvres et les pays riches. C'est d'abord un devoir mais c'est aussi notre intérêt.\

QUESTION.- Est-ce que vous voyez une place pour la Norvège dans la Communauté européenne ?

LE PRESIDENT.- C'est en partie aux Norvégiens de choisir. D'ailleurs ils l'ont déjà fait. Je ne sais pas s'ils changeront d'avis mais c'est leur affaire. Moi je ne peux que regretter de ne pas compter la Norvège parmi les pays de la Communauté parce que c'est un peuple sérieux dont la réussite est grande. La Norvège est aujourd'hui avec la Suisse le pays où le revenu par tête d'habitant est le plus important en Europe. Et puis c'est un vieux pays civilisé très lié à toutes nos sources de culture. D'une certaine manière je regrette mais qu'elle que soit la décision des Norvégiens nous avons plusieurs moyens de maintenir un travail en commun. Aujourd'hui il y a un débat qui s'est ouvert entre les pays de l'AELE et la Communauté et il y a beaucoup d'accords bilatéraux entre la Norvège et la France etc... Nous sommes aujourd'hui dans une phase où c'est la coopération qui l'emportera sur l'ignorance mutuelle.\

QUESTION.- Et les pays d'Est, Tchécoslovaquie, Pologne, etc... est-ce qu'ils peuvent entrer dans la Communauté ?

LE PRESIDENT.- Plusieurs le demandent.- Procédons par ordre. Il y a déjà deux pays qui ont fait une demande officielle d'adhésion à la Communauté, l'Autriche et la Turquie. Ces candidatures ne seront pas vraiment examinées avant que nous soyons entrés le 1er janvier 1993 dans la nouvelle période. Car nous avons déjà beaucoup de problèmes à résoudre entre nous pour la création de ce marché unique, de cette suppression des frontières intérieures dont je vous parlais tout à l'heure. Mais c'est vrai aussi que nous avons déjà plusieurs demandes qui nous viennent maintenant des nouveaux pays libérés de l'Est, de la Hongrie en particulier et de quelques autres. Je n'y suis pas hostile mais je pense qu'il ne serait pas raisonnable d'aller trop vite parce que les situations économiques sont trop disparates. De toute façon la Communauté doit conclure des accords avec chacun des pays en question, pour les aider. En même temps ces échanges nous seront utiles à nous, membres de la Communauté.

- Mais je pense qu'il faut déjà imaginer, je l'ai déclaré il y a déjà huit mois, des institutions et des structures nouvelles qui engloberaient tous les pays démocratiques de l'Europe.

- Je crois que c'est indispensable de ne pas s'enfermer chacun dans sa communauté particulière. Ce qui ne veut pas dire que ces communautés ne doivent pas rester ce qu'elles sont mais qu'elles sont aussi des matériaux pour voir plus grand. Et voir plus grand, c'est construire l'Europe telle que l'histoire et la géographie l'ont faite. Il y a déjà des esquisses, le Conseil de l'Europe par exemple, ou bien à la réunion de la CSCE qui d'ailleurs se réunira la prochaine fois à Paris, pour une très importante conférence au mois de novembre. Ce sera la rencontre de tous les pays d'Europe à quoi s'ajoutera, puisque l'on parle de désarmement et donc de rapport des forces entre les deux blocs militaires, les Etats-Unis d'Amérique et le Canada. Mais je pense qu'il sera aussi nécessaire d'imaginer que tous les pays d'Europe pourront se retrouver au sein d'une institution permanente où leurs dirigeants à tout moment pourront se rencontrer.

- Regardez les problèmes de l'environnement : c'est stupide d'imaginer que la rivière polluée ou que la pluie acide s'arrête à la frontière. Il faut bien que l'on parle de cela ensemble. Voyez la haute technologie. J'ai créé, moi, Eurêka. Eh bien Eurêka, ce n'est pas seulement les douze pays de la Communauté, c'est dix-huit pays et d'ailleurs vous en faites partie. Ce qui prouve qu'il faut dépasser les anciennes frontières. Quand nous aurons créé cette institution permanente, que j'ai appelée Confédération européenne, les petits pays, les grands, les riches, les pauvres à égalité de droits pourront y discuter de l'avenir de l'Europe. Je crois que ce serait une bonne chose et que cela peut se faire assez vite.\

QUESTION.- Alors je crois que c'était Jean Monnet qui disait "s'il fallait recommencer, reconstruire l'Europe, il faudrait commencer par la culture". Est-ce que vous êtes d'accord ?

LE PRESIDENT.- Je crois que Jean Monnet, ayant réussi à créer les fondements de l'Europe économique et politique, a dû constater avec regret que l'Europe de la culture avait pris du retard. Je vous dirai aujourd'hui qu'il ne faudrait pas pour l'Europe de la culture abandonner pour autant sa construction politique économique. Et ce qui est vrai, c'est qu'on s'est rendu compte de

plus en plus que la culture était le ciment entre les hommes. On pouvait créer des institutions, on pouvait bâtir des systèmes mais ce sont les hommes qui vivent dans ces systèmes et si on veut lier les hommes c'est quand même les éléments culturels qui comptent le plus.\

QUESTION.- Est-ce que vous croyez, monsieur le Président, que l'influence américaine en Europe va être diminuée ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas le problème. Ce qui est vrai c'est que nous ne sommes plus sous le règne de Yalta. Formule un peu rapide car c'est davantage à Téhéran qu'on a coupé l'Europe en deux qu'à Yalta mais que tout le monde comprend. Mais cette Europe coupée en deux, chaque partie sous la tutelle d'un empire, tout cela a beaucoup changé. L'Europe est désormais en mesure de se faire elle-même avec l'aide, le concours et l'amitié des deux empires en question dont l'un a connu et connaît beaucoup de travers aujourd'hui et dans l'autre, je veux dire les Etats-Unis d'Amérique, ont à faire face pour eux-mêmes à beaucoup de problèmes. Je pense que l'Europe sera conduite, comme elle l'a déjà fait et le fait de plus en plus, à rechercher pour elle-même ses propres moyens d'existence et le cas échéant ses propres moyens de défense.\